



La privatisation des services publics : quelles en sont les répercussions pour les femmes ?

Jane Stinson

Les femmes, tant au Canada que dans le reste du monde, ont beaucoup à perdre avec la privatisation des services publics. Les bons emplois qu'occupent les femmes dans le secteur public sont remplacés par des emplois peu sûrs et payés environ deux fois moins cher, avec une charge de travail plus lourde et moins de droits syndicaux. Les services publics comme les garderies, les soins de santé et l'éducation, conçus pour aider les femmes à participer au marché du travail et à la société, sont démantelés et minés par les principes du marché. La privatisation augmente aussi les responsabilités familiales des femmes en intensifiant, sinon en accroissant, le temps consacré aux travaux domestiques et aux relations familiales. La privatisation des services de santé et des services sociaux est particulièrement problématique pour les femmes, puisque la nature du travail effectué dans ce secteur est la plus similaire à celle du travail non rémunéré, domestique et reproductif accompli par les femmes à la maison.

En dépit des inconvénients pour les femmes, de nombreux gouvernements dans le monde favorisent la privatisation d'institutions publiques comme les hôpitaux, les écoles et les centres de loisirs, ainsi que d'infrastructures comme les routes et les réseaux de distribution de l'eau. Cette tendance mondiale est portée par des affirmations soutenant que le marché permet de réaliser de plus grandes économies. La privatisation est promue par de puissantes entreprises mondiales qui veulent accroître leur part du marché et leurs profits. Des organisations supranationales comme l'Organisation mondiale du commerce favorisent, enchâssent et mettent en œuvre la privatisation et la déréglementation du secteur public, surtout avec les négociations en cours pour l'AGCS (Accord général sur le commerce des services).

Nous entendons beaucoup parler du pouvoir du capital mondial, mais moins du pouvoir de la solidarité mondiale des femmes et des hommes qui s'opposent à la privatisation et qui favorisent l'accroissement de la propriété et du contrôle publics de notre économie et de notre richesse commune. Les mouvements populaires contre la privatisation sont solides et gagnent en force à mesure que de nouveaux liens se forment pour partager l'information et élaborer des stratégies de riposte. Les grandes entreprises mondiales sont devenues plus fortes, mais, heureusement, les réseaux de solidarité mondiale le sont devenus aussi.

Mon syndicat, le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) — le plus grand du Canada, avec au-delà de 500 000 membres, dont plus de la moitié sont des femmes — est souvent en contact avec celles et ceux qui mènent des luttes anti-privatisation ailleurs dans le monde. Par exemple, un député colombien a fasciné les délégués à notre conférence nationale anti-privatisation en mars 2003 avec son récit sur la façon dont les travailleuses et travailleurs municipaux de Cali, en Colombie, ont réussi à stopper la privatisation des services municipaux en occupant les bureaux de leur gouvernement local. Et s'ils ont réussi, c'est parce que pendant des années, ils ont offert leurs services gratuitement aux pauvres des *barrios* pour compenser l'absence d'aide gouvernementale. Cette générosité a jeté les bases du soutien communautaire qui a été nécessaire au succès de leur occupation.

Dans le secteur de la santé, le SCFP suit de près ce qui se passe dans les hôpitaux dont le financement est privé au Royaume-Uni. Le syndicat utilise les histoires d'horreur de l'expérience britannique pour dénoncer ce modèle de financement, de propriété et d'exploitation privés des hôpitaux et d'autres institutions publiques au Canada. Le SCFP surveille également la lutte contre la privatisation de nos systèmes des eaux municipaux, dans le contexte d'une lutte mondiale menée par des syndicats, des groupes de citoyens, des environnementalistes, des groupes de femmes et des organisations de justice sociale.

De l'État-providence keynésien à l'État néolibéral

« Privatisation » est un terme général englobant de nombreuses pratiques spécifiques qui visent la réduction des services publics et qui appellent le secteur privé à jouer un rôle beaucoup plus important dans le financement et la prestation de ces services. Avec le financement privé de services publics, des individus peuvent payer plus cher des services publics, par exemple à cause de frais d'utilisation, parce que le coût de ces services n'est plus entièrement couvert par les impôts. De même, avec le financement privé, les entreprises paient pour le développement ou le renouvellement des infrastructures d'institutions publiques comme des hôpitaux ou des écoles. Les gouvernements aiment cette forme de partenariat public-privé parce qu'il leur permet de réduire la dette publique, même si le coût à long terme augmente et qu'il y a perte de la propriété et du contrôle publics. Mais la forme la plus fréquente de prestation privée est sans doute le transfert ou la sous-traitance à une entreprise privée de la prestation d'un service public, comme le nettoyage d'une école ou d'un hôpital. Une perspective sexospécifique révèle une autre forme importante de privatisation — le transfert d'un travail de service public rémunéré, surtout effectué par des femmes, au domaine privé du travail non rémunéré de dispensation de soins par les femmes à la maison.

La privatisation mine l'un des éléments clés de l'État-providence keynésien — la notion de responsabilité collective, sociale ou publique — soutiennent Brenda Cossman et Judy Fudge dans leur livre sur les femmes et la privatisation. Cette notion est remplacée par un système de marché basé sur la souplesse de la main-d'œuvre et sur l'autonomie individuelle. La transition vers un État néolibéral a des effets sur notre conception du public et du privé, surtout dans les relations entre les ménages privés et l'État. À mesure que l'État renonce à jouer son rôle ou affaiblit les services publics en faveur d'une plus grande responsabilité individuelle, les coûts de main-d'œuvre diminuent grâce au travail domestique non rémunéré des femmes, aux réductions d'emplois et à la sous-traitance.

De la fin de la Deuxième Guerre mondiale au début des années 70, il y a eu une forte croissance des services publics comme la santé, l'éducation, les services sociaux et les services de garde d'enfants. Beaucoup de femmes ont été embauchées pour fournir ces services publics, non seulement parce que la forte croissance de l'économie exigeait une main-d'œuvre rémunérée plus importante, mais aussi parce que ces nouveaux emplois ressemblaient au travail non payé des femmes à la maison. L'État-providence keynésien assumait la responsabilité d'un travail qui n'était pas payé auparavant, en grande partie celui des femmes à la maison, et élargissait la gamme des services offerts. Grâce aux efforts collectifs des syndicats, ces services du secteur public sont devenus une source de bons emplois pour les travailleuses canadiennes.

Au Canada, comme dans beaucoup de pays, les emplois du secteur public, notamment en santé, en éducation et dans certains services sociaux, sont la principale source d'emplois syndiqués pour les femmes. Le féminisme et la syndicalisation ont contribué de façon significative à hausser le salaire dans le secteur public au-dessus de la norme en vigueur dans le secteur privé pour les femmes, ainsi qu'à améliorer les avantages sociaux comme les régimes de retraite, les congés de maladie payés et les vacances. En conséquence, les femmes syndiquées au Canada gagnent en moyenne 5,44 \$ l'heure de plus que leurs consœurs non syndiquées. Et plus des deux tiers des femmes dans le secteur public ont un régime de retraite, comparativement à moins d'un tiers des femmes qui occupent des emplois non syndiqués.

La privatisation mine ces avantages syndicaux en renversant les gains réalisés grâce à l'action collective menée depuis les dernières 20 à 50 années. Et nous pouvons le constater clairement au Canada avec la sous-traitance des services de santé en Colombie-Britannique, une province de la côte ouest du Canada.

La sous-traitance est utilisée pour renverser les gains réalisés par les femmes

Le gouvernement provincial de la Colombie-Britannique a ouvert la voie à la sous-traitance des services de soutien dans les hôpitaux et les centres de soins de longue durée en adoptant des lois qui ont éliminé d'importantes dispositions de sécurité d'emploi dans les conventions collectives du Syndicat des employées et employés d'hôpitaux (une division du SCFP). Les changements apportés en matière de prestation privée des services ont fait perdre leur emploi à des milliers de travailleuses et travailleurs, mais surtout des femmes, lorsque la responsabilité des services qu'elles offraient est passée des établissements de soins de santé à des sociétés multinationales privées. Les salaires horaires du personnel de nettoyage des hôpitaux ont été réduits de moitié (de plus de 18 \$ à 9 \$ l'heure), faisant passer ces travailleuses et travailleurs du statut de mieux payés à celui de moins payés au Canada pour des emplois syndiqués comparables. Les heures de travail ont diminué et l'emploi est devenu précaire. Les régimes de retraite ont été éliminés et les travailleuses et travailleurs ont dû payer plus cher leurs régimes complémentaires d'assurance santé. La plupart des personnes touchées étaient des travailleuses immigrantes.

Le Syndicat des employées et employés d'hôpitaux a riposté en lançant une campagne de réaccréditation de ces travailleuses et travailleurs, qui sont maintenant au service d'entrepreneurs privés. Le SEH veut bonifier les salaires et les avantages sociaux et renforcer les droits au travail de ces travailleuses et travailleurs grâce à la négociation collective. Mais une action politique plus large est aussi nécessaire. Le syndicat a amorcé, de concert avec le mouvement syndical de la Colombie-Britannique et d'autres organisations populaires, une campagne de mobilisation pour défaire le gouvernement

actuel aux élections du printemps 2005. Un examen public de l'expérience de la privatisation, incluant les implications pour la santé des patients et pour la sécurité de la population, est une autre arme qui pourra s'ajouter à l'arsenal des relations publiques du syndicat. La formation inadéquate et les lourdes charges de travail associées à la privatisation soulèvent des préoccupations au sujet de la propagation d'infections et de maladies comme le SRAS.

Nouvelles formes de solidarité internationale

Presque de l'autre côté de la planète, notre syndicat affilié, le South African Municipal Workers Union (SAMWU), le syndicat des travailleuses et travailleurs municipaux d'Afrique du Sud, lutte aussi contre la privatisation. Avec l'appui du Fonds pour la justice mondiale, le SCFP travaille avec le SAMWU et une équipe d'universitaires à un projet de recherche en action intitulé « projet des services municipaux » (Municipal Services Project ou MSP), qui examine les conséquences de la privatisation municipale. Le travail du MSP sur la documentation des conséquences de la privatisation de l'eau et de l'électricité en Afrique du Sud a été précieux pour l'élaboration de stratégies au Canada et ailleurs dans le monde.

Un autre projet MSP examine les conséquences sexospécifiques de la privatisation de la collecte municipale des ordures. Le projet vient de se terminer avec la publication d'un livre populaire intitulé *Dumping on Women* (Les femmes traitées comme des déchets). Cette étude conclut que la privatisation de la gestion des déchets a tiré profit du statut social moins élevé des femmes et, souvent, l'a aggravé. La privatisation a touché l'ensemble des travailleuses et travailleurs de façon négative; mais à cause de la division des tâches selon les sexes, tant au travail que dans la collectivité et à la maison, les hommes et les femmes ont été touchés différemment. Dans la plupart des cas, ce sont les travailleuses noires qui ont le plus souffert.

Le travail de gestion des déchets en Afrique du Sud est organisé en fonction du sexe, les hommes utilisant les camions pour ramasser les déchets et les femmes effectuant le nettoyage manuel des rues (ramassage des déchets et balayage). La privatisation a changé la façon dont le travail des femmes est effectué. Les femmes qui nettoient les rues n'ont plus de routes fixes. Elles sont plutôt envoyées là où on en a besoin et travaillent seules la plupart du temps. Elles sont donc plus vulnérables aux agressions et aux viols. Une partie du travail des femmes a été transféré à des bénévoles communautaires, aussi des femmes, en majeure partie non rémunérées. Les employés mâles n'ont pas eu à subir ce type de changements, bien que leur travail ait aussi été parfois sous-traité.

Les femmes sont moins susceptibles de disposer de lieux où elles peuvent se changer et se laver, d'avoir accès à des toilettes, d'avoir des vêtements de protection et un équipement adéquat, parce que leurs besoins sont jugés moins importants que ceux des travailleurs masculins. Les nettoyeuses de rues ont été les plus durement frappées par les réductions de personnel puisque l'on accorde une plus grande valeur à la collecte des ordures (emplois des hommes). En outre, les travailleuses sont moins bien payées et moins bien protégées contre les traitements arbitraires parce qu'elles ne sont pas régies par le conseil de négociation de l'industrie du camionnage, qui ne couvre que les chauffeurs masculins des camions d'ordures.

Cette division du travail entre hommes et femmes n'existe pas dans le secteur de la collecte des ordures au Canada. Toutefois, ces conclusions soulèvent toujours

d'importantes questions au sujet des implications sexospécifiques de la privatisation et de la sous-traitance des services publics au Canada pour la main-d'œuvre féminine, payée ou non.

La privatisation se traduit-elle par une augmentation du travail domestique pour les femmes ?

Nous devons en savoir plus sur la façon dont la privatisation touche l'étendue et la complexité du travail non rémunéré des femmes à la maison. Statistique Canada nous dit que, de toute la population canadienne, ce sont les femmes mariées, de 25 à 44 ans, avec emploi à plein temps et enfants à la maison, qui subissent le niveau de stress le plus élevé. Cette situation est due en partie au fait que les femmes, en plus de leur travail à l'extérieur de la maison, font plus de travail non rémunéré (domestique) que les hommes, surtout pendant les premières années où elles élèvent leurs enfants. Les femmes de 25 à 44 ans dispensent plus de types de soins, incluant toutes les formes de soins aux enfants et de soins personnels aux adultes de la maison, ainsi que les services de transport, d'entretien ménager, de cuisine et d'autres types d'aide non payée offerte aux adultes de leur propre ménage. Non seulement les femmes sont-elles plus susceptibles de dispenser des soins non rémunérés, mais elles passent aussi plus de temps que les hommes à le faire.

La valeur de ce travail domestique non payé des femmes est époustouflante. Statistique Canada l'a estimée à 50,9 milliards de dollars en 1998, si des services comparables étaient achetés sur le marché. C'est plus que le revenu de travail produit par l'industrie de la santé et de l'aide sociale (42,1 milliards), les services d'éducation (40,1 milliards), ou l'industrie de la finance, de l'assurance et de l'immobilier (43,4 milliards).

Si même une petite portion de ces heures de soins informels était transférée de la maison au marché du travail payé — par exemple, les 156 millions d'heures que consacrent les femmes chaque année à la maison à dispenser des soins médicaux aux patients qui ont reçu leur congé prématurément des hôpitaux — ce serait l'équivalent d'environ 77 000 emplois à temps plein. Imaginez ce qu'un transfert de ces soins informels dans le marché du travail (payé) pourrait faire pour améliorer le statut économique des femmes et pour leur donner du temps à elles.

L'édification d'un mouvement mondial pour stopper la privatisation et améliorer les services publics

La privatisation menace l'égalité économique des femmes en s'attaquant aux salaires plus élevés et aux meilleures conditions de travail obtenues dans le secteur public grâce aux luttes menées par les syndicats. Elle menace aussi l'égalité entre les hommes et les femmes en réduisant les programmes sociaux de l'État-providence. La privatisation élimine et affaiblit des services publics sur lesquels les femmes, en particulier, comptent pour soutenir la reproduction sociale — garderies, santé et éducation.

Pour empêcher ce résultat, nous devons édifier un solide mouvement de résistance aux entreprises et aux gouvernements qui veulent privatiser les services publics. Cette résistance doit être solidement ancrée dans nos collectivités, mais elle doit aussi se tourner vers l'extérieur, vers le reste du monde, vers d'autres qui mènent des luttes semblables. La lutte contre la privatisation doit être fermement enracinée dans les luttes communautaires, mais son succès dépend aussi de liens provinciaux, nationaux et internationaux.

Compte tenu de notre participation directe, comme travailleuses et travailleurs, aux changements apportés par la privatisation, nous et nos syndicats pouvons jouer un rôle important dans la dénonciation des conséquences négatives de la privatisation. Les syndicats doivent attirer l'attention sur les conséquences de la privatisation pour la qualité et la quantité des services. Il est important de bien cerner les implications pratiques des politiques de privatisation, tant pour les travailleuses et les travailleurs que pour le public, afin de favoriser une plus grande participation collective au mouvement de lutte contre la privatisation et à l'amélioration des services publics.

Il faut également mener une analyse sexospécifique des changements imposés par la privatisation — des changements qui entraînent des conséquences disproportionnellement élevées pour les femmes. En acquérant une compréhension plus précise et plus nuancée des implications de la privatisation, nous pourrions édifier une fondation qui nous permettra de créer des liens avec des femmes et des groupes de femmes qui veulent un changement. Il est crucial de faire pression sur les décideurs politiques afin qu'ils et elles évaluent la privatisation selon d'autres objectifs sociaux, comme l'égalité et l'équité, en s'intéressant aux conséquences de cette privatisation pour les groupes défavorisés. Et bien qu'il soit important de montrer qui paie le prix de la privatisation, nous devons également expliquer qui en profite — p. ex. les entreprises qui privatisent les services publics.

Nous devons toutefois attribuer aux gouvernements la part qui leur revient en évitant de cibler uniquement le rôle des grandes sociétés. Les entreprises sont coupables de bien des maux, mais il est essentiel de maintenir la pression sur les gouvernements — qu'ils soient locaux, provinciaux ou nationaux. Ce sont les gouvernements élus, et non les entreprises, qui prennent la décision de privatiser des services publics. Les entreprises exercent des pressions et se servent d'accords de commerce internationaux, mais ce sont nos gouvernements nationaux qui ouvrent la porte à la privatisation et qui fixent les règles du découpage du gâteau du secteur public dans le monde. Nous devons trouver des façons d'influencer plus efficacement les décisions de nos gouvernements. Nous devons édifier de larges coalitions locales pour obliger les gouvernements, à tous les paliers, à fournir plus d'information, à tenir des débats publics et à assurer la transparence des processus décisionnels liés à la privatisation des services publics.

Il faut à tout prix éviter que la restructuration de l'État et la privatisation des services publics ne se fassent sur le dos des femmes. Celles-ci ne doivent pas être forcées d'assumer la plus grande part des coûts du déclin des conditions du marché du travail — moins de syndicalisation, des salaires moins élevés, moins d'avantages sociaux, des droits au travail plus faibles, des emplois plus précaires, des heures de travail incertaines. En outre, les femmes ne doivent pas être forcées d'assumer plus de travail domestique non payé et plus de responsabilités familiales et ménagères à cause de l'érosion des services publics. Pour faire progresser la cause de l'égalité des femmes, les hommes doivent assumer plus de responsabilités à la maison. Les femmes pourront ainsi participer davantage à l'organisation communautaire et à l'action politique afin de faire du lobbying pour l'amélioration et l'augmentation des services publics. Les syndicats ont un rôle important à jouer, aux côtés des groupes de femmes et d'autres organisations de justice sociale, dans l'édification de larges coalitions communautaires qui s'opposent à la privatisation. Ces coalitions doivent aussi exiger l'amélioration des services publics afin de promouvoir une plus grande égalité sociale et économique.

Autres sources

- Syndicat canadien de la fonction publique. Allez à www.scfp.ca pour consulter de nombreux articles sur la privatisation et les services publics.
- Cohen, Marjorie Griffin. « Destroying Pay Equity: The effects of privatizing health care in British Columbia » (Destruction de l'équité salariale : les effets de la privatisation des soins de santé en Colombie-Britannique), www.heu.ca. 2003.
- Cossmann, Brenda et Judy Fudge (eds). *Privatization and the Law, and the Challenge to Feminism*. (La privatisation et le droit, et le défi pour le féminisme) Toronto: Université de Toronto Press, 2002.
- Samson, Melanie. *Dumping on Women: Gender and Privatization of Waste Management*. (Les femmes traitées comme des déchets : les femmes et la privatisation de la gestion des déchets) Municipal Services Project (MSP) et le South African Municipal Workers' Union (SAMWU). <http://qsilver.queensu.ca/~mbspadmin/> 2003.
- Statistique Canada. « Stress et bien-être ». *Rapports sur la santé* 12(3), 2001. Cat. 82-003-XIE.
- Zukewich, Nancy. « Soins informels non rémunérés », *Tendances sociales canadiennes*. Statistique Canada, automne 2003. Cat. 11-008.

Jane Stinson est directrice du Service de recherche du SCFP. Elle s'intéresse particulièrement à la promotion de l'égalité et à la lutte contre la privatisation.

Publié dans « Women and Environments International Magazine »
www.utoronto.ca/iwsgs/we.mag/